

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

N° 43 du 13 au 26.02.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Sommaire :

Tiré à part

[Dziri : Pourquoi la journaliste Edith Bouvier n'a-t-elle pas été évacuée de Homs?](#)

:1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : 5 questions à Thierry Meyssan sur la situation en Syrie.

1-2 Pour la libération de nos compatriotes et confrères prisonniers à Baba Amr

1-3 Ahmed Halfaoui : Syrie : nouvelle donne ?

1-4 « De Misrata nous sommes venus en Syrie Libre ! ».

1-5 Comme disait l'autre : Indicible n'est pas français !

1-6 Syrie: les médias occidentaux mal informés

1-7 Vidéo : [L'accueil réservé par Damas à Serguei Lavrov.](#)

2 Dossier

2-1 La guerre secrète de la France contre le peuple syrien.

2-2 Charte de Munich (1) et manipulations.

2-3 Thierry Meyssan : Fin de partie au Proche-Orient.

2-4 Thierry Meyssan : Le CCG et l'OTAN perdent leur leadership..

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Xinhua : [Ingérence occidentale et impérialiste en Syrie: tentative de chantages aux contrats du Qatar sur la Russie... Le Qatar renvoyé vertement à ses "études"...](#)

3-2 Le Front Syndical de Classe : Le Front Syndical de Classe est affilié à la FSM.

Tiré à part

[Dziri : Pourquoi la journaliste Edith Bouvier n'a-t-elle pas été évacuée de Homs?](#)

La journaliste Française Edith Bouvier se trouve en ce moment dans le quartier de Baba Amr à Homs en Syrie. Sérieusement blessée à la jambe, elle attend d'être évacuée pour pouvoir être soignée.

Une mission du Comité International de la Croix Rouge (CICR) a pu pénétrer hier dans ce quartier d'Homs et procéder à l'évacuation d'un petit nombre de personnes, 27 en tout, des femmes et des enfants.

[Selon le CICR :](#)

«malgré l'arrivée de nos ambulances et de nos efforts (...) auprès des groupes armés à Baba Amr, ceux-ci ont refusé de livrer la blessée [Edith Bouvier] et les deux corps [des journalistes], mettant en danger la vie de la Française et entravant le rapatriement des corps»,

Cette déclaration est répercutée par l'agence de presse officielle SANA. Il convient cependant de noter qu'elle n'a ni été démentie, ni rectifiée par le CICR.

En réalité, si la journaliste Française n'a pu être évacuée, c'est à la fois du fait des forces d'opposition et de la diplomatie française. Cet extrait d'une dépêche Associated Press reproduite par le journal américain [Saint-Louis Today](#) nous apporte tous les éléments pour comprendre ce qui s'est réellement passé et la mauvaise foi des opposants au régime syrien et d'Alain Juppé, le ministre Français des affaires étrangères :

Un militant local, Abou Mohammed Ibrahim, joint par Skype, a affirmé que les journalistes avaient refusé de partir parce que le CICR n'est pas entré [dans Baba Amr], mais seulement le Croissant Rouge Syrien qui, selon lui, est plein de « collaborateurs du régime.»

« Les journalistes ont aussi refusé de livrer les corps [de Marie Colvin et Rémi Ochlik], » a-t-il dit. « Ils ne savent pas ce que le gouvernement va faire d'eux [des corps]. »

Il a déclaré que les quatre journalistes se trouvaient en ville, chacun se trouvant dans un appartement différent et que les deux cadavres étaient conservés dans un autre appartement où ils ont commencé à se décomposer.

Hassa, le porte parole du CICR basé à Genève, a déclaré que « en ce qui concerne la réputation du Croissant Rouge, c'est un organisme indépendant dont les bénévoles risquent leurs vies au quotidien. »

Il a expliqué que le CICR avait souvent accompagné les volontaires du Croissant Rouge sur le terrain.

S'exprimant à la conférence de Tunis, le ministre Français des Affaires étrangères Alain Juppé a déclaré que les autorités syriennes avaient rejeté une requête pour permettre à l'ambassadeur de France en Syrie d'aller à Homs pour arranger l'évacuation.

« J'en appelle personnellement aux autorités syriennes pour que Mme Bouvier et les autres reçoivent les soins médicaux dont ils ont urgemment besoin, » a-t-il dit.

Voilà qui est assez clair : non seulement Mme Bouvier et les autres journalistes refusent d'être évacués par le Croissant Rouge, mais ils refusent également que les corps de leurs collègues Marie Colvin et Rémi Ochlik sortent de la ville. Ils préfèrent que leurs cadavres se décomposent tranquillement à l'abri des manipulations du gouvernement syrien.

Et puis de toute façon, la condition première à une évacuation d'Edith Bouvier soit la présence de l'ambassadeur de France, la France pourrait ainsi signer son premier coup politique à l'intérieur même du territoire syrien.

Mounadil al Djazaïri

1 Médias et Manipulation de l'opinion

1-1 Vidéo : 5 questions à Thierry Meyssan sur la situation en Syrie. (7'33) :

1 Les conséquences du double veto à l'ONU ?

2 Quelles options pour l'Empire en Syrie ?

3 Le sens de la rencontre Lavrov-Assad ?

4 Un deuxième front au Nord Liban ?

5 Que s'est-il passé lors de la bataille de Homs ?

<http://www.voltairenet.org/Video-5-questions-a-Thierry,172760>

1-2 Pour la libération de nos compatriotes et confrères prisonniers à Baba Amr

Plusieurs journalistes sont retenus dans la zone close de Baba Amr. Selon les dirigeants atlantistes, ils sont empêchés d'en sortir par l'armée syrienne qui pilonnerait le bastion rebelle. Présent sur place et

témoin privilégié des négociations, Thierry Meyssan rend compte de la réalité : les journalistes sont prisonniers de l'Armée « syrienne » libre qui les utilise comme boucliers humains.

Le Croissant Rouge syrien a été empêché par les rebelles de les évacuer.

Thierry Meyssan

1-3 Ahmed Halfaoui : Syrie : nouvelle donne ?

Le « printemps » syrien va probablement se faire entre Syriens. Le chef de l'armée des Etats-Unis, le général Martin Dempsey, nous en bouche un coin. Il dit qu'il est « prématuré de prendre la décision d'armer l'opposition en Syrie » et « met au défi quiconque d'identifier clairement ce qu'est le mouvement d'opposition en Syrie actuellement ». De toute évidence, le monsieur n'est pas en phase et se fiche de l'être avec les « amis de la Syrie » et avec les médias qui, eux, savent ce qui se passe et qui est le mouvement d'opposition. Il faut deviner que le général dont l'implication est autrement plus risquée et coûteuse que celle des propagandistes, s'informe ailleurs que chez le gars de l'OSDH planqué à Londres et ne s'amuse pas. Pour être plus explicite, il s'épanche : « Il y a des informations selon lesquelles Al-Qaïda est impliqué et qu'ils cherchent à soutenir l'opposition. Je veux dire qu'il y a plusieurs intervenants et que chacun essaye de jouer sa partition propre pour renforcer sa position ». Il en rajoute une couche : « La Syrie est une arène en ce moment où tous les divers intérêts essaient d'intervenir ». Dommage qu'il n'en dise pas plus que ce qu'il sait réellement, mais à la bonne heure ! On apprend de source sûre que la situation est loin d'être aussi nette que l'on veut nous faire accroire. Notons qu'à aucun moment il n'a fait allusion à un bombardement dont seraient victimes des populations civiles. Ainsi, on comprend pourquoi les bruits de botte se sont particulièrement faits discrets et pourquoi le Tunisien chargé de parler au nom de la « communauté internationale » répète à qui veut l'entendre qu'il est contre une intervention militaire. Pathétiquement, il dit qu'il ne veut pas d'un scénario à l'irakienne. Il aurait pu tout autant se référer au cas des voisins Libyens, propulsés dans une effroyable situation de non-droit.

Dans la foulée, il est intéressant de constater les effets de l'euphorie va-t-en guerre sur les journalistes des médias engagés dans l'affaire. Un éditorial d'un quotidien algérien en plein dans la verve « printanière » a fait une fleur à Hitler, en le déclassant dans le palmarès des criminels de guerre et en plaçant devant lui Bachar El Assad. L'argument de l'auteur se veut convaincant : Hitler n'a pas tué des Allemands, il a tué « des juifs, des tziganes et d'autres peuples », Bachar a tué des Syriens. C'est pour dire qu'on ne sort jamais indemne si on ne fait pas attention à ne pas se laisser porter allègrement par les vents dominants. Le plus sûr est de ne pas devancer l'appel. Quand on est dans ce type de disposition, il faut marcher au pas et rester à l'écoute des décideurs, surtout qu'ils sont autant imprévisibles que la Bourse qui dicte leurs politiques. Le mieux, toutefois, serait bien évidemment de se méfier de toute opération qui enthousiasme ceux dont on sait les sentiments à l'égard des indigènes, se voudraient-ils « démocrates », comme il sied pour entrer dans leurs bonnes grâces et se donner l'illusion de s'être émancipé à leur regard.

Les Syriens quant à eux vont élire leur premier Parlement qu'ils souhaitent représentatif. Ils nous diront peut-être s'il valait mieux cela qu'un CNT largué par l'OTAN. Pour les Libyens nous connaissons la réponse, y compris de la bouche des « révolutionnaires ».

Ahmed Halfaoui

Réseau Voltaire

25 février 2012

<http://www.lesdebats.com/editions/220212/les%20debats.htm#H>

URL de cet article 15935

<http://www.legrandsoir.info/syrie-nouvelle-donne.html>

1-4 « De Misrata nous sommes venus en Syrie Libre ! ».

[Homs dans l'enfer des groupes armés](#)

Fw: Bulletin 238 Syrie et médias

La mort de deux journalistes en Syrie vient à nouveau de susciter au plus niveau de l'Etat français des éructations contre le régime syrien et son Président qui ne sont pas sans rappeler l'exaltation obscène d'Hillary Clinton proclamant après l'assassinat de Mouammar Kadhafi : « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort ! »

Ce nouvel assaut de karcherisation de l'adversaire politique qui transforme le gouvernement du pays en banale entreprise de nettoyage nous donne l'occasion de revenir sur la mort du journaliste français Gilles Jacquier. Celle-ci a donné lieu à l'époque aux mêmes imprécations, avec la même volonté d'ignorer les faits. Comme si les faits étaient solubles dans le mensonge d'Etat médiatisé, une fois atteint un niveau élevé de concentration de celui-ci !

Dans son nouveau numéro n° 174 daté de Mars 2012, le mensuel B.I. (ex-Balkans-Infos)* qui vient de sortir, publie un article de COMAGUER qui revient sur les conditions réelles de la mort de Gilles Jacquier.

Nous le diffusons ci-après avec l'accord de la rédaction du journal

*Pour s'abonner voir sur le site Internet <http://www.b-i-infos.com>

Charte de Munich (1) et manipulations

<http://www.silviacattori.net/article2861.html>

<http://www.silviacattori.net/rubrique9.html>

23, 2012 8

1-5 Comme disait l'autre : Indicible n'est pas français !

Dimanche dernier, il y a eu un grand moment sur France Inter avec **Stéphane Paoli** qui a fait une heure entière d'émission de radio pour raconter "l'indicible"... Il faut le faire. Il l'a fait ; avec **Bernard Guetta** qui bafouillait à force de chercher des accents de sincérité pour "l'indicible". Les acolytes* de service ce jour-là étaient touchants aussi.

On peut écouter et tenter d'entendre l'indicible ici :

<http://www.franceinter.fr/emission-3d-le-journal-syrie-l-horreur-quotidienne-et-l-union-europeenne-veut-elle-de-la-grece> .

Comme disait l'autre : Indicible n'est pas français !

m-a

* "acolyte : latin ecclésiastique *acolytatus*, du grec *akolouthos* "suivant, serviteur".

1. Clerc élevé à l'acolytat, dont la fonction est de servir à l'autel".

Etc. (Dictionnaire de la langue française Robert, vol. 1, p.88.)

1-6 Syrie: les médias occidentaux mal informés.

Le niveau de compétence de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) basé à Londres est tel que les informations qu'il fournit à de nombreux médias occidentaux suscitent des doutes sérieux, a indiqué samedi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch. "Selon les informations dont nous disposons, le personnel de l'Observatoire ne comprend que deux personnes: le directeur et son secrétaire-interprète. L'établissement est dirigé par un certain Rami Abdel Rahmane qui ne possède ni de formation journalistique ou juridique ni même d'instruction secondaire. Dans une interview accordée aux médias en novembre dernier, il a fait savoir qu'il résidait en permanence à Londres, était citoyen britannique et exerçait un métier d'entrepreneur (propriétaire d'un snack-bar)", lit-on dans le commentaire de M. Loukachevitch mis en ligne sur le site du ministère des Affaires étrangères.

Le document souligne que les employés de l'Observatoire évitent tout contact avec les diplomates russes. "Je pense que les faits susmentionnés permettent de juger de la véracité des informations fournies par cette structure", a conclu M. Loukachevitch.

De nombreux médias faisant autorité en Russie et en Occident utilisent les informations de l'OSDH sur le nombre des victimes du conflit en Syrie.

Extraits :

« Nos confrères Marie Colvin (*Sunday Times*) et Rémi Ochlik (*IP3 Presse*) ont été tués mercredi 22 février 2012 dans la zone rebelle à l'intérieur de Homs.

Selon des agences de presse occidentales citant l'Armée « syrienne » libre, ils ont été victimes du pilonnage du quartier par les forces de Damas. Cependant, l'Armée nationale n'a fait usage de lanceurs de roquettes multiples que pendant une très courte période pour détruire des postes de tir, et à aucun moment après le 13 février. En outre, si la ville était pilonnée depuis 21 jours, comme l'indiquent les agences de presse, il y a longtemps qu'elle ne serait plus qu'un tas de ruine sans âme qui vive.

Au moins trois autres journalistes sont encore présents dans la zone rebelle : Édith Bouvier (Le Figaro Magazine), William Daniels et Paul Conroy (Sunday Times), ainsi que probablement un quatrième de nationalité espagnole.

Dans une vidéo postée sur Internet, Édith Bouvier, qui est blessée à la jambe, et William Daniels appellent à un cessez-le-feu et à leur évacuation vers un hôpital au Liban. Immédiatement, une intense campagne de communication a été organisée en leur faveur, incluant la création de plusieurs groupes Facebook et de tonitruantes déclarations d'Alain Juppé.

Il n'y a plus de couverture GSM ou G3 à Homs, et les lignes téléphoniques filaires de la zone rebelle sont coupées.

Il n'échappera à personne que si les journalistes ont pu uploader une vidéo pour appeler au secours, c'est qu'ils ont bénéficié d'une liaison satellite. Et s'ils n'ont pas pu téléphoner à leurs proches, à leurs employeurs et à leurs ambassades, c'est que ceux qui détiennent cette liaison satellite le leur ont refusé. Ils ne sont donc pas libres de leurs mouvements, mais détenus prisonniers.

(...)

Samedi 25, la Croix-Rouge internationale et le Croissant-Rouge syrien ont demandé à l'Armée « syrienne » libre l'autorisation de rentrer à nouveau dans la zone. Présent sur place, je me suis mis à disposition des autorités pour faciliter l'extraction de mes compatriotes et de mes confrères. Les négociations ont duré plus de quatre heures. Plusieurs États, dont la France, ont été tenus informés du déroulement des événements.

Après divers rebondissements, les officiers de l'Armée « syrienne » libre ont reçu par liaison satellite l'instruction de refuser. Leurs communications cryptées avec leur hiérarchie aboutissaient à Beyrouth ou étaient relayées via Beyrouth. De facto, les journalistes sont utilisés comme des boucliers humains encore plus efficace que la population civile, les rebelles craignant un assaut final des forces syriennes. Par conséquent, les journalistes sont désormais les prisonniers des commanditaires de l'Armée « syrienne » libre, ceux-là même que les « Amis » de la Syrie, réunis en conférence à Tunis, ont appelé à soutenir, à financer et à armer ».

[Thierry Meyssan](#)

25 février –

RIA Novosti

<http://fr.rian.ru/world/20120225/193502342.html>

Texte intégral sur : <http://www.voltairenet.org/Pour-la-liberation-de-nos>

1-7 Vidéo : [L'accueil réservé par Damas à Sergueï Lavrov.](#)

http://www.youtube.com/watch?v=IBBbikkWk44&feature=player_embedded

2 Dossier

2-1 La guerre secrète de la France contre le peuple syrien.

Lors de la prise du bastion insurgé dans le quartier de Bab Amr, à Homs, l'armée syrienne a fait plus de 1 500 prisonniers, dont une majorité d'étrangers. Parmi ceux-ci, une douzaine de Français ont requis le statut de prisonnier de guerre en déclinant leur identité, leur grade et leur unité d'affectation. L'un d'entre eux est colonel du service de transmission de la DGSE.

En armant la Légion wahhabite et en lui fournissant des renseignements satellitaires, la France a conduit une guerre secrète contre l'armée syrienne, qui a fait plus de 3 000 morts dans les rangs, et plus de 1 500 morts parmi les civils, en dix mois de combats.

Ces informations ont été partiellement dévoilées par Thierry Meyssan lors d'une intervention sur la première chaîne de télévision russe, le lundi 13 février 2012 ; puis dans [un article publié le mardi 14 par Komsomolskaïa Pravda](#) ; enfin dans [une vidéo de Voltaire Network TV.](#)

La France a sollicité l'aide de la Fédération de Russie pour négocier avec la Syrie la libération des prisonniers de guerre.

Le Réseau Voltaire n'a pas trouvé d'éléments permettant de confirmer les imputations selon lesquelles 120 Français auraient été faits prisonniers à Zabadani. Cette rumeur semble être une exagération de nos informations et paraît sans fondement.

Réseau Voltaire

2-2 Charte de Munich (1) et manipulations.

La crise syrienne a fait connaître aux médias français un personnage atypique : Mère Agnès Mariam de la Croix.

Cette religieuse à la double nationalité libanaise et française est établie en Syrie depuis deux décennies. Soucieuse de connaître et de faire connaître la réalité de la situation sur le terrain elle a eu à cœur de répondre à l'initiative de l'Union Catholique Internationale de la Presse qui cherchait à inviter des journalistes de la presse chrétienne européenne pour qu'ils puissent constater par eux-mêmes cette réalité qui, tout en étant complexe, était très mal médiatisée. Elle fit à tâtons les démarches auprès du Ministère de l'Information syrien grâce à une recommandation de l'organisation catholique. Contre toute vraisemblance elle obtint les visas pour les journalistes.

Devant l'impossibilité de trouver des traducteurs qui acceptent de se rendre à Homs et sa région, elle n'eut d'autre alternative que de le faire par elle-même. C'est alors qu'elle vit de ses propres yeux ce que les citoyens lui racontaient. Lors de la conférence de presse qui conclut au Liban ce premier voyage journalistique elle fut sollicitée pour parler au nom des journalistes. Ce qu'elle révélait assez ingénument au nom de seize journalistes de tendances diverses provoqua un immense émoi. Cette première onde de choc contrecarrant la campagne abêtissante de désinformation déchainée à l'encontre de la Syrie, fut décuplée avec les publications dans certains médias « mainstream » des articles ou des émissions des journalistes participant à cette odyssée qui tranchait avec la doxa en cours. Le message des journalistes, rapporté d'autant plus fidèlement par Mère Agnès-Mariam qu'elle en était elle aussi témoin, était que la situation en Syrie n'était pas binaire comme le martelaient les chaînes satellitaires tendancieuses : d'un côté des manifestations pacifiques et de l'autre les forces de l'ordre qui les oppriment, mais qu'elle était bien plus complexe avec la présence de bandes armées non identifiées qui harcelaient sauvagement et la population civile sans défense et les forces de l'ordre retranchées dans leurs casemates. Elle devint alors une figure médiatique incontournable par son courage à dire ce qu'elle voyait joint à sa connaissance du pays ainsi qu'à son statut de religieuse non alignée qui lui confère un crédit exceptionnel. Cependant elle fut vite honnie par les grands médias français puisqu'elle ne cautionnait pas la vision simpliste et caricaturale qu'ils cherchaient à diffuser.

La tentation sera donc forte de lui faire porter la responsabilité indirecte de la mort du journaliste français Gilles Jacquier le 11 Janvier à Homs.

Pourtant ce qui est vérifiable, puisqu'il est écrit, c'est qu'elle n'a pas invité les journalistes mais a seulement accepté de donner suite à une demande écrite de France TELEVISIONS pour permettre à l'équipe Jacquier d'aller faire un reportage dans les unités de l'armée syrienne en butte aux attaques des « rebelles » (2). Les Unités basées à Homs étaient expressément nommées ainsi que les précautions nécessaires pour cette mission (casque et gilet pare-balles). Mère Agnès Mariam s'occupe d'obtenir les autorisations nécessaires pour satisfaire cette demande. On était avant la période où, grâce à la présence des observateurs de la Ligue Arabe, le gouvernement avait ouvert la porte aux journalistes étrangers. L'intercession de Mère Agnès Mariam était alors encore nécessaire comme elle l'avait été pour la presse chrétienne les mois précédents. D'autres journalistes se joignirent progressivement à ceux de France 2. L'équipe Jacquier arrive le 7 janvier et évolue librement le 8 à Damas. Gilles Jacquier lui apprend très vite qu'il désirait rencontrer les « rebelles » de Bab Sbah, à Homs et que, pour cela il avait fait des contacts très significatifs. Par souci d'honnêteté elle accepta de lui trouver les permissions nécessaires pour passer des zones loyalistes aux zones dissidentes.

Les journalistes accompagnent la Mère le 9 à une prière commémorative de deux personnes assassinées par les rebelles. Puis elle les rejoint pour une rencontre qu'ils boudent très vite car aux antipodes de leurs convictions, enfin ils vont ensemble au ministère des Affaires étrangères C'est durant cette journée passée en leur compagnie que Mère Agnès-Mariam remarque que les journalistes se comportent très mal, allant même jusqu'à l'enregistrer à son insu. A leur demande, elle les rencontre le 10 Janvier au soir pour faire le point et allonger leur visa. Pour ce faire, elle les avertit qu'elle ne pourra pas continuer à les prendre sous sa responsabilité s'ils n'étaient pas fidèles à la charte de Munich. De plus le ministère de l'information réclamait qu'ils restent ensemble. Elle manifesta son étonnement devant Gilles Jacquier qui présentait un programme débordant le cadre fixé par la Direction de France Télévisions et pour

lequel il avait explicitement obtenu son visa. Plus tard, elle comprit qu'elle avait été manipulée pour obtenir ce visa lorsqu'elle vit Sofia Amara confier à CNN que, juste avant son départ pour la Syrie, Gilles Jacquier lui aurait dit qu'il était « obligé » d'aller dans les zones loyalistes mais que, dès qu'il pourra, il « désertera » pour aller chez les rebelles. Pour couper court à la discussion elle demanda à tout le groupe de décider par lui-même quelle serait sa prochaine étape. C'était, soit rester ensemble et accepter explicitement la fidélité à la Charge de Munich, soit attendre la fin du visa et partir car la Mère refusait de prendre sous sa responsabilité des journalistes peu crédibles.

Les journalistes décident d'aller à Homs. Précisément le Ministère de l'Information affrétait le lendemain un grand autocar pour Homs. Voudraient-ils en profiter avec d'autres reporters « mainstream » ? Nos journalistes choisissent unanimement d'aller à Homs par leurs propres moyens. Mère Agnès-Mariam doit déléguer ses pouvoirs à deux d'entre eux arabophones. Elle les avertit solennellement que la Syrie est un pays en guerre et qu'à Homs c'est l'enfer. Et leur rappelle qu'il est interdit de s'aventurer à Homs au-delà de 15 heures car c'est à partir de cette heure que les tirs reprennent chaque jour depuis les quartiers rebelles. A partir de ce moment-là l'équipe Jacquier et le reste des journalistes s'organisent seuls. Le lendemain ils se perdront les uns les autres et arriveront à Homs vers 14 heures. Pour « profiter du temps » ils décident d'aller visiter les quartiers alaouites. Un groupe des forces de sécurité les accompagne et les prie de ne pas s'éloigner d'eux afin qu'ils puissent assurer leur sécurité. Arrivés au quartier Hadara ils font des interviews. A 14h45 précises, le colonel leur enjoint de repartir. Mais le groupe de la Télévision flamande n'est pas à l'appel. Leur équipe avait dérivé plus loin. On va à sa suite et on la retrouve mêlée à une manifestation pro régime organisée pour le groupe des médias « mainstream » dans le bus affrété par l'Etat mais les journalistes qui l'occupaient s'étaient montrés plus prudents que notre groupe puisqu'à 14h45 ils avaient décidé de partir sans attendre l'arrivée de la manifestation. En voyant le grand bus s'éloigner, la vigie des rebelles avait cru que les journalistes étaient partis. Elle était incapable de repérer de loin la présence d'autres journalistes dans des voitures privées. Ces derniers se mêlent imprudemment à la manifestation et lorsque les deux premiers obus tombent ils se précipitent imprudemment à l'affut d'images fortes. On est vers 15h35. Le troisième tir fait 8 morts dont Gilles Jacquier (3).

Il est donc permis de s'interroger :

- sur le mensonge et la manipulation au sujet de la mission de l'équipe Jacquier : faire un reportage sur les unités loyales de l'armée syrienne comme le précisait la lettre de France TELEVISIONS n'est pas la même chose que rencontrer les « rebelles » ou, plus tard, décider de rester à Damas et Daraa pour faire une étude sur les « hommes d'affaires ».

- sur les risques pris par l'équipe Jacquier et les autres journalistes malgré les mises en garde de Mère Agnès.

- sur l'absence de précautions élémentaires pour des professionnels habitués à ce type de mission : gilet pare-balles, casque, pour aller faire des photos là où des tirs de mortiers des « rebelles » étaient quotidiens

- Sur la terrible campagne de diffamation déchaînée contre elle pour politiser son action et discréditer son témoignage.

Aurait-on cherché à décrédibiliser un témoin de poids qui dérangeait le dispositif propagandiste visant à pousser la Syrie vers un vide constitutionnel et le chaos?

(1) La charte de Munich des droits et devoirs des journalistes

Cette déclaration rédigée et approuvée à Munich les 24 et 25 novembre 1971 a été adoptée depuis par la fédération internationale des journalistes et par la plupart des syndicats de journalistes en Europe. Dans le chapitre des devoirs du journaliste elle stipule : « 4- Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents. »

(2) extrait de la lettre de France Télévisions : « tourner ce reportage dans les rangs de l'armée syrienne accusée par la plupart des médias du monde entier, de réprimer le mouvement de contestation dans le sang. Peut-être à tort ?" . »

(3) Le rapport des observateurs de la Ligue Arabe confirme bien que c'est un tir de mortier des « rebelles » qui a tué Gilles Jacquier

COMAGUER 17.02.2012

2-3 Thierry Meyssan : Fin de partie au Proche-Orient.

Alors que les combats ne sont pas tout à fait terminés dans le quartier insurgé de Homs et que les autorités syriennes et libanaises n'ont pas encore communiqué sur leur action récente, Thierry Meyssan tirait un premier bilan des opérations, lundi soir, sur la première chaîne russe ; des informations de première main qu'il partage avec les lecteurs du Réseau Voltaire.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 14 février 2012

Depuis onze mois, les puissances occidentales et du Golfe conduisent une entreprise de déstabilisation de la Syrie. Plusieurs milliers de mercenaires se sont infiltrés dans le pays. Recrutés par des officines de l'Arabie saoudite et du Qatar au sein des milieux extrémistes sunnites, ils sont venus renverser « l'usurpateur alaouite » Bachar el-Assad et imposer une dictature d'inspiration wahhabite. Ils disposent du matériel militaire le plus sophistiqué, incluant des systèmes de vision nocturne, des centraux de communication, et des robots de combat urbain. Soutenus en sous main par les puissances de l'OTAN, ils ont en outre accès aux renseignements militaires indispensables, notamment des images satellites des déplacements des troupes syriennes, et des interceptions téléphoniques.

Cette opération est présentée mensongèrement au public occidental comme une révolution politique écrasée dans le sang par une dictature sans pitié. Bien sûr, ce mensonge n'est pas universellement accepté. La Russie, la Chine et les États américains membres de l'ALBA le récusent. Chacun dispose en effet d'expériences historiques qui leur permettent de comprendre rapidement ce qui est en jeu. Les Russes pensent à la Tchétchénie, les Chinois au Xinkiang, et les Américains à Cuba et au Nicaragua. Dans tous ces cas, au-delà des apparences idéologiques ou religieuses, les méthodes de déstabilisation de la CIA étaient les mêmes.

Groupe d'opposants au gouvernement syrien, appartenant à la nébuleuse communément appelée "armée syrienne libre".

Le plus étrange dans cette situation est d'observer les médias occidentaux s'auto-persuader que les salafistes, les wahhabites et les combattants de la mouvance Al-Qaïda sont épris de démocratie, alors que ces derniers ne cessent d'appeler sur les chaînes satellitaires saoudiennes et qatarie à égorger les hérétiques alaouites et les observateurs de la Ligue arabe. Peu importe qu'Abdelhakim Belhaj (numéro 2 d'Al Qaïda et actuel gouverneur militaire de Tripoli, Libye) soit venu personnellement installer ses hommes au Nord de la Syrie, et qu'Ayman Al-Zawahiri (numéro 1 d'Al-Qaïda depuis la mort officielle d'Oussama ben Laden) ait appelé au jihad en Syrie, la presse occidentale poursuit son rêve romantique de révolution libérale.

Le plus ridicule, c'est d'entendre les médias occidentaux répéter servilement les imputations quotidiennes de la branche syrienne des Frères musulmans diffusant des dépêches sur les crimes du régime et ses victimes, sous la signature de l'Observatoire syrien des Droits de l'homme. Et d'ailleurs, depuis quand cette confrérie de putschistes s'intéresse t-elle aux Droits de l'homme ?

Ayman Al-Zawahiri, numéro 1 d'Al-Qaïda depuis la mort officielle d'Oussama ben Laden, a appelé au jihad aux côtés des Occidentaux pour faire tomber le régime baasiste syrien.

Il aura suffi que les services secrets occidentaux mettent en scène un fantôme « Conseil national syrien », avec pour président un professeur de la Sorbonne et pour porte-parole la maîtresse de l'ancien patron de la DGSE, pour que des « terroristes » deviennent des « démocrates ». En un tour de main, le mensonge est devenu vérité médiatique. Les personnes enlevées, mutilées et assassinées par la Légion wahhabite sont devenues dans la presse des victimes du tyran. Les conscrits de toutes confessions qui défendent leur pays face à l'agression sectaire sont devenus des soldats alaouites opprimant leur peuple. La déstabilisation de la Syrie par des étrangers est devenue un épisode du « Printemps arabe ». L'émir de Qatar et le roi d'Arabie saoudite, deux monarques absolus qui n'ont jamais organisé d'élections nationales dans leurs pays et embastillent les contestataires, sont devenus des chantres de la révolution et de la démocratie. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui viennent de tuer 160 000 Libyens en

violation du mandat qu'ils avaient reçu du Conseil de sécurité, sont devenus des philanthropes responsables de la protection des populations civiles. Etc.

Cependant la guerre de basse intensité que la presse occidentale et du Golfe dissimule derrière cette mascarade a pris fin avec le double veto russe et chinois du 4 février 2012. L'OTAN et ses alliés ont été sommés de cesser le feu et de se retirer, au risque d'assumer une guerre régionale, voire mondiale.

Le président syrien Bashar al-Assad et le ministre russe des affaires étrangères Serguei Lavrov le 7 février à Damas.

Le 7 février, une importante délégation russe, incluant les plus hauts responsables du renseignement extérieur, est arrivée à Damas où elle a été accueillie par une foule en liesse, certaine que le retour de la Russie sur la scène internationale marquait la fin du cauchemar. La capitale, mais aussi Alep, la seconde ville du pays, pavoisaient aux couleurs blanc, bleu, rouge, et défilaient derrière des banderoles écrites en cyrillique. Au palais présidentiel, la délégation russe a rejoint des délégations d'autres États, notamment de la Turquie, de l'Iran et du Liban. Une série d'accords a été conclue pour le retour à la paix. La Syrie a restitué 49 instructeurs militaires faits prisonniers par l'armée syrienne. La Turquie est intervenue pour faire libérer les ingénieurs et les pèlerins iraniens enlevés, y compris ceux qui étaient détenus par les Français (au passage, le lieutenant Tlass qui les séquestrait pour le compte de la DGSE a été liquidé). La Turquie a cessé tout soutien à l'« Armée syrienne libre », a fermé ses installations (hormis celle située sur la base de l'OTAN à Incirlik), et a livré son chef, le colonel Riad el-Assad. La Russie, qui s'est portée garante des accords, a été autorisée à réactiver l'ancienne base soviétique d'interception du Mont Qassioum.

Le lendemain, le département d'État des États-Unis a informé l'opposition syrienne en exil qu'elle ne devait plus compter sur une aide militaire US. Comprenant qu'ils ont trahi leur pays pour rien, les membres du Conseil national syrien sont partis en quête de nouveaux sponsors. L'un d'entre eux allant même jusqu'à écrire à Benjamin Netanyahu pour lui demander d'envahir la Syrie.

Déploiement de l'armée libanaise lors de son opération au nord du pays.

Après un délai de deux jours nécessaire à la mise en œuvre des accords, les armées nationales non seulement de la Syrie, mais aussi du Liban, ont donné l'assaut des bases de la Légion wahhabite. Au Nord du Liban, un gigantesque arsenal a été saisi à Tripoli et quatre officiers occidentaux ont été faits prisonniers dans le Akkar dans une école désaffectée de l'UNRWA transformée en QG militaire. En Syrie, le général Assef Chawkat en personne a commandé les opérations. Au moins 1 500 combattants ont été faits prisonniers, dont un colonel français du service technique de communication de la DGSE, et plus d'un millier de personnes ont été tuées. À ce stade, il n'est pas possible de déterminer parmi les victimes combien sont des mercenaires étrangers, combien sont des Syriens collaborant avec les forces étrangères, et combien sont des civils pris au piège de la ville en guerre.

Le Liban et la Syrie ont rétabli leur souveraineté sur l'ensemble de leur territoire.

Des intellectuels débattent de savoir si Vladimir Poutine n'a pas commis une erreur en protégeant la Syrie au prix d'une crise diplomatique avec les États-Unis. C'est une question mal posée. En reconstituant ses forces durant des années et en s'affirmant aujourd'hui sur la scène internationale, Moscou a mis fin à deux décennies d'un ordre mondial unipolaire dans lequel Washington pouvait étendre son hégémonie jusqu'à parvenir à une domination globale. Le choix n'était pas de s'allier soit à la petite Syrie, soit aux puissants USA, mais de laisser la première puissance du monde détruire un État de plus ou de bouleverser les rapports de force et de créer un ordre international plus juste dans lequel la Russie a son mot à dire.

Thierry Meyssan

Article **intégral** sur

<http://www.voltairenet.org/Fin-de-partie-au-Proche-Orient>

2-4 Thierry Meyssan : Le CCG et l'OTAN perdent leur leadership..

LE DOUBLE VETO POUR INTERDIRE LA GUERRE IMPÉRIALE CONTRE LA SYRIE.

Contrairement à ce qui s'était passé lors de l'attaque de l'Irak, la France n'a pas défendu les principes du droit international dans l'affaire syrienne, mais s'est ralliée au camp impérial et à ses mensonges. Avec

le Royaume-Uni et les États-Unis, elle a essuyé une défaite diplomatique historique, tandis que la Russie et la Chine sont devenues les champions de la souveraineté des peuples et de la paix.

Le nouveau rapport de force international n'est pas seulement la conséquence de la décadence militaire des États-Unis, il sanctionne aussi le déclin de leur prestige. En définitive, les Occidentaux viennent de perdre le leadership qu'ils se sont partagé durant tout le XXe siècle parce qu'ils ont abandonné toute légitimité en trahissant leurs propres valeurs.

Son Excellence M Bashar Ja'afari, représentant permanent de la Syrie à l'ONU durant la 6710ème réunion du Conseil de Sécurité sur la situation au Moyen-Orient.

Par deux fois, le 4 octobre 2011 et le 4 février 2012, des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ont rejeté des projets de résolution sur la situation en Syrie. Cet affrontement a opposé les membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) à ceux de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).

La fin du monde unipolaire

Ce quadruple veto scelle la fin d'une période des relations internationales qui a débuté avec l'effondrement de l'Union soviétique et a été marquée par une domination sans partage des États-Unis sur le reste du monde. Il ne signifie pas un retour au système bipolaire précédent, mais l'émergence d'un nouveau modèle dont les contours restent à définir. Aucun des projets de Nouvel Ordre Mondial ne s'est concrétisé. Washington et Tel-Aviv ne sont pas parvenus à institutionnaliser le fonctionnement unipolaire qu'ils voulaient ériger en paradigme intangible, tandis que le BRICS n'a pas réussi à créer le système multipolaire qui aurait permis à ses membres de se hisser au plus haut niveau.

Comme l'avait anticipé à juste titre le stratège syrien Imad Fawzi Shueibi, c'est la crise syrienne qui a cristallisé un nouveau rapport de forces, et partant de là une redistribution de la puissance que personne n'a pensé, ni voulu, mais qui s'impose désormais à tous [1].

Rétrospectivement la doctrine d'Hillary Clinton de « leadership par l'arrière » apparaît comme une tentative des États-Unis de tester les limites qu'ils ne peuvent plus dépasser, tout en faisant porter la responsabilité et les conséquences de leur test à leurs alliés britannique et surtout français. Ce sont ces derniers qui se sont mis en scène en leaders politiques et militaires lors du renversement de la Jamahiriya arabe libyenne et qui ambitionnaient de l'être à nouveau pour renverser la République arabe syrienne, même s'ils n'agissaient qu'en vassaux et sous-traitants de l'Empire états-unien. Ce sont donc Londres et Paris, plus encore que Washington, qui ont essuyé une défaite diplomatique et en supporteront les conséquences en termes de perte d'influence.

Les États du tiers-monde ne manqueront pas de tirer leurs conclusions des derniers événements : ceux qui cherchent à servir les États-Unis, comme Saddam Hussein, ou à négocier avec eux, comme Mouammar el-Kadhafi, pourront être exécutés par les troupes impériales et leur pays pourra être détruit. Au contraire, ceux qui résisteront comme Bachar el-Assad et sauront nouer des alliances avec la Russie et la Chine survivront.

Son Excellence M Li Baodong, représentant permanent de la Chine aux Nations Unies.

Triomphe dans le monde virtuel, défaite dans le monde réel

L'échec du CCG et de l'OTAN fait apparaître un rapport de force que beaucoup soupçonnaient, mais que personne ne pouvait vérifier : les Occidentaux ont gagné la guerre médiatique et ont dû renoncer à la guerre militaire. Pour paraphraser Mao Zedong : ils sont devenus des tigres virtuels.

Durant cette crise, et encore aujourd'hui, les dirigeants occidentaux et les monarques arabes ont réussi à intoxiquer non seulement leurs propres peuples, mais une large partie de l'opinion publique internationale. Ils sont parvenus à faire accroire que la population syrienne s'était soulevée contre son gouvernement et que celui-ci réprimait cette contestation politique dans le sang. Leurs chaînes satellitaires ont non seulement réalisé des montages fallacieux pour induire le public en erreur, mais elles ont aussi tourné des images de fiction en studio pour les besoins de leur propagande. En définitive, le CCG et l'OTAN ont inventé et fait vivre médiatiquement durant dix mois une révolution qui n'existait qu'en images, tandis que sur le terrain la Syrie devait affronter seule une guerre de basse intensité menée par la Légion wahhabite appuyée par l'OTAN.

Cependant, la Russie et la Chine ayant fait une première fois usage de leur veto et l'Iran ayant annoncé son intention de se battre aux côtés de la Syrie si de besoin, les États-Unis et leurs vassaux ont dû admettre que poursuivre leur projet les absorberaient dans une guerre mondiale. Après des mois de tension extrême, les États-Unis ont admis qu'ils bluffaient et qu'ils ne disposaient pas des bonnes cartes dans leur jeu.

Malgré un budget militaire de plus de 800 milliards de dollars, les USA ne sont qu'un colosse aux pieds d'argile. En effet, si leurs forces armées sont capables de détruire des États en voie de développement, épuisés par des guerres précédentes ou par de longs embargos, comme la Serbie, l'Irak ou la Libye, elles ne peuvent ni occuper des territoires, ni se mesurer à des États capables de leur répondre et de porter la guerre en Amérique.

Malgré les certitudes du passé, les USA n'ont jamais été une puissance militaire significative. Ils ne sont intervenus que quelques semaines à la fin de la Seconde Guerre mondiale face à un ennemi déjà épuisé par l'Armée rouge ; ils ont été défaits en Corée du Nord et au Vietnam ; ils ne sont pas parvenus à contrôler quoi que ce soit en Afghanistan ; et ils ont été contraints de fuir l'Irak de crainte d'y être écrasés.

Durant les deux dernières décennies, l'Empire états-unien a effacé la réalité humaine de ses guerres et a communiqué en assimilant guerre et jeux vidéos. C'est sur cette base qu'il a conduit ses campagnes de recrutement, et toujours sur cette base qu'il a formé ses soldats. Aujourd'hui, il dispose de centaines de milliers de joueurs vidéos en guise de soldats. Par conséquent, au moindre contact avec la réalité, leurs forces armées sont démoralisées. Selon leurs propres statistiques, la majorité de leurs morts ne tombe pas au champ d'honneur, mais se suicide, tandis qu'un tiers de leur personnel sous les drapeaux souffre de troubles psychiatriques rendant inapte au combat. La démesure du budget militaire du Pentagone est incapable de compenser son effondrement humain.

Son Excellence M Vitaly I. Churkin, représentant permanent de la Fédération de Russie auprès des Nations Unies.

De nouvelles valeurs : la sincérité et la souveraineté

L'échec des États du CCG et de l'OTAN est aussi celui de leurs valeurs. Ils se sont présentés en défenseurs des droits humains et de la démocratie, alors qu'ils ont établi la torture en système de gouvernement et que la plupart d'entre eux sont opposés au principe de souveraineté populaire.

Même si l'opinion publique en Occident et dans le Golfe est sous-informée sur ce sujet, les États-Unis et leurs vassaux ont mis en place depuis 2001 un vaste réseau de prisons secrètes et de centres de tortures, y compris sur le territoire de l'Union européenne. Sous prétexte de guerre contre le terrorisme, ils ont semé la terreur, enlevant et torturant plus de 80 000 personnes. Durant la même période, ils ont créé des unités d'opérations spéciales dotées d'un budget de près de 10 milliards de dollars annuel qui revendiquent des assassinats politiques dans au moins 75 pays, selon leurs propres rapports.

En ce qui concerne la démocratie, les États-Unis actuels ne font pas mystère de ce qu'elle ne signifie pas à leurs yeux « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » selon l'expression d'Abraham Lincoln, mais uniquement la soumission des peuples à leur volonté comme l'ont montré les propos et les guerres du président Bush. Au demeurant, leur constitution récuse le principe de souveraineté populaire et ils ont suspendu leurs libertés constitutionnelles fondamentales en instituant un état d'urgence permanent avec le Patriot Act. Quand à leurs vassaux du Golfe, il n'est pas nécessaire de rappeler que ce sont des monarchies absolues.

C'est ce modèle, qui associe sans honte crimes à grande échelle et discours humanitaire, qui a été défait par la Russie et la Chine ; des États, dont le bilan en matière de droits de l'homme et de démocratie pour autant qu'il soit très critiquable n'en est pas moins infiniment supérieur à celui du CCG et de l'OTAN.

En faisant usage de leur veto, Moscou et Beijing ont défendu deux principes : le respect de la vérité, sans laquelle la justice et la paix sont impossibles ; et le respect de la souveraineté des peuples et des États, sans lequel aucune démocratie n'est possible.

Le moment est venu de se battre pour reconstruire la société humaine après une période de barbarie.

Thierry Meyssan

<http://www.voltairenet.org/Le-CCG-et-l-OTAN-perdent-leur>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Xinhua : [Ingérence occidentale et impérialiste en Syrie: tentative de chantages aux contrats du Qatar sur la Russie...](#) Le Qatar renvoyé vertement à ses “études”...

Le représentant russe au Conseil de Sécurité Vitaly Tchourkine a déclaré ce samedi que le Président syrien Bachar elAssad n'est pas Mouammar khadafi, déplorant que la violence ait remplacé les mouvements de protestation pacifiques dans ce pays. « Les pays occidentaux accentuent la crise en Syrie à travers leur appel au départ du Président Assad. Mais Bachar elAssad n'est pas l'ancien dirigeant libyen le défunt Mouammar Kadhafi qui était isolé », a déclaré Tchourkine dans un discours télévisé à la CNN vendredi.

Le responsable russe a fait état d'informations sur « le soutien militaire occidental à l'opposition syrienne », qualifiant une telle situation de « dangereuse qui provoquerait un conflit entièrement armé ». Interrogé sur les raisons pour lesquelles la Russie vend toujours des armes au régime syrien, Tchourkine a répondu : « Nous avons des contrats et nous devons les respecter ».

Qualifiant d'erronés les propos considérant que la « révolution » syrienne a gardé pour longtemps son aspect pacifique, Tchourkine a rappelé que le premier mort parmi les forces de sécurité syrienne a été tué à la mi-mai dernier .

Il a par ailleurs accusé l'opposition d'être responsable de la violence dans le pays et d'attaquer le régime.

Tchourkine à Hamad : « Si vous me parlez sur ce ton une deuxième fois, votre pays n'existera plus »

Lors des consultations qui étaient en cours entre les différentes parties à New York au sujet de la Syrie, le chef du gouvernement qatari Hamed Ben Jassem a demandé au représentant russe à l'ONU Vitaly Tchourkine une entrevue urgente. La rencontre a eu lieu dans une salle réservée aux rencontres entre les membres des diverses représentations à l'ONU. Hamad entama la discussion en soulignant l'importance de ce moment historique et en affirmant que la Syrie et le président Assad n'ont besoin que d'un signe fort montrant que la Russie n'opposera pas son veto et que Hamad insiste qu'il n'y aura aucune résolution prônant une intervention militaire.

Hamad ajoute qu'en cas d'adoption de la résolution, les pays arabes sont prêts à reconsidérer leur politique d'approvisionnement en armes dont le budget pour les prochaines années s'élève à 100 milliards de dollars dont 10 milliards sont déjà engagés pour l'achat d'armes russes. Engagement qui serait porté, selon Hamad, à 33 milliards de dollars.

Tchourkine réplique : « Je suis convaincu que votre appréciation de la position russe est totalement erronée et que ceux qui vous ont soufflé que la Russie marchanderait sa position au détriment de ses relations avec la Syrie se font des illusions et ignorent la portée stratégique du sujet. De ce fait et selon nous, cette tentative claire de corruption est rejetée et n'entre pas dans le cadre de nos calculs politiques »

Réponse de Hamad : « Nos conclusions sont que Bachar El Assad ne possède pas la capacité de refuser votre demande d'une transition pacifique du pouvoir, telle que présentée dans le projet de résolution ... »

Tchourkine le coupe : « Vos conclusions sont aussi erronées que votre précédente appréciation, nous sommes de ceux qui n'acceptons pas qu'on permette une intervention militaire par le « biais d'une résolution ». « Ce qui s'est passé pour la Lybie n'était pas à l'origine orienté vers une intervention militaire mais vous et vos alliés avaient « sauté » toutes les interprétations des résolutions pour entreprendre une guerre de destruction contre la Lybie. Mais vous oubliez que l'Asie n'est pas l'Afrique et que nous n'accepterons pas toute résolution qui toucherait aux équilibres de l'Asie et qui conduirait à concrétiser vos plans de destruction des potentialités de la Syrie et en particulier celles de son armée ; et ça nous ne l'accepterons pas, je vous le confirme »

Hamad répond alors: « Burhan Ghalioun est disposé à signer un engagement garantissant à la Russie la persistance de ses zones d'influence en Méditerranée et de toutes les facilités en Syrie ».

Réponse ironique de Tchourkine sous forme de question : « Et vous, avez-vous signé avec Ghalioun des accords similaires à ceux que vous aviez obtenus avec les libyens, comme les droits de prospections en participation avec les Américains, les Anglais et les Français ? Ou bien cette transaction est plus large et inclurait le gazoduc Mer Rouge-Haïfa-Beyrouth-Banias, ou peut être Homs situé sur le tracé des projets iranien et russe de gazoduc? Que dites vous maintenant de jouer au poker ouvert sachant qu'à ma

connaissance vous en êtes amateur? Et je commence par la prospection du gaz de Méditerranée pour lequel Israël a proposé à la Russie une participation en échange de la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur certaines zones offshore !! »

Hamad comprend et fait le coq : « Ainsi il n'y a plus nécessité de poursuivre alors que vous êtes déterminé à faire échouer la résolution arabe ; vous perdez les Arabes et vous payerez le prix de votre position »

Tchourkine se lève avant Hamad pour lui signifier que l'entrevue est terminée, il lui posa la main sur l'épaule et lui dit : « J'ai une réunion avec le représentant syrien Djaafari à propos de cette résolution, mais je voudrais vous rappeler que votre état n'existait pas sur la carte au temps où la flotte russe voguait dans le golfe il y a de cela deux siècles. Et rappelez que l'histoire se reproduit quelquefois sous forme de comédie, ne soyez donc pas les héros de cette comédie au moment où le rire n'est pas de mise dans la tragédie qui se joue actuellement. »

Cette altercation a été diffusée par la chaîne France 2, dans laquelle Tchourkine ajoute à l'attention du Qatari: « Tu es un invité au Conseil de sécurité. Sois donc respectueux. En tout cas je ne m'adresse pas à toi. Je parle au nom de la Grande Russie aux grands seulement ».

Medvedev met la France en garde contre toute action trop hâtive sur la question syrienne.

Le président russe Dmitri Medvedev s'est entretenu mercredi par téléphone avec son homologue français Nicolas Sarkozy, appelant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à éviter toute action unilatérale trop hâtive, a déclaré jeudi le Kremlin.

Au cours de cette conversation, dont Paris a pris l'initiative, le président russe a souligné que la communauté internationale se devait d'avoir une position objective et mesurée sur la question syrienne. Dans le contexte des efforts du Conseil de sécurité pour résoudre la crise syrienne, "le président Medvedev a appelé les partenaires de la Russie à s'abstenir de toute mesure unilatérale trop hâtive", a déclaré le service de presse du Kremlin.

M. Medvedev a affirmé au président français que la Russie avait à cœur de mettre fin le plus rapidement possible aux violences en Syrie, par le biais de dialogue global entre toutes les parties belligères, et de faciliter les réformes démocratiques dans le pays.

Il a également informé M. Sarkozy des résultats de la rencontre entre le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le président syrien Bachar al-Assad, mardi à Damas.

"Moscou a affirmé être prêt à poursuivre ses efforts de médiation, tout en considérant toute effusion de sang comme étant inacceptable", a ajouté le Kremlin.

Source: xinhua

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=49839&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1>

3-2 Le Front Syndical de Classe : Le Front Syndical de Classe est affilié à la FSM.

Malgré le matraquage en règle, on peut considérer que « l'opinion » en général et celle des militants syndicaux en particulier sont assez critiques quant au positionnement des médias dominants et des experts grassement payés pour délivrer "l'information" économique destinée à légitimer les politiques d'austérité et convaincre les peuples qu'ils doivent encore et toujours se serrer la ceinture (jusqu'à en mourir ?) pour que le champagne puisse continuer à couler à flots sur les beaux quartiers.

Curieusement, on ne retrouve pas la même vigilance s'agissant de la politique internationale, en particulier lors d'événements critiques sur lesquels l'attention et l'émotion sont polarisées par des campagnes médiatiques de grande intensité. Pourtant, sans même remonter aux manipulations des guerres coloniales, l'expérience devrait être un vaccin redoutable. Pour ne citer que deux cas parmi un grand nombre :

- Il y a eu médias-mensonges en 1991 puis en 2003 à propos de l'Irak et ses « armes de destruction massive » !
- Plus récemment, la Libye a subi une intervention impérialiste camouflée en « intervention-humanitaire-pour-la-liberté-et-la-démocratie » et la résolution 1973 du Conseil de sécurité qui autorisait seulement la neutralisation de l'espace aérien libyen ("no-fly zone") a donné lieu à bombardements intensifs et intervention directe aux côtés d'une fraction armée du peuple libyen.

A chaque fois, la propagande médiatique fait ainsi état de situations d'urgence avec des populations civiles directement menacées par des « tyrans inhumains » pour justifier auprès de l'opinion des

interventions militaires directes ou indirectes, au nom des droits de l'homme : Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Bachar El-Assad... qu'on invitait quelques années auparavant, quand les intérêts impérialistes le réclamaient, deviennent en peu de temps des « fous sanguinaires » (tandis que les amis-tyrans de toujours, les Mubarak ou Ben Ali, on les soutient jusqu'au bout, sans parler bien sûr des « grands démocrates » du Qatar ou d'Arabie Saoudite...).

Mais les peuples au nom desquels on s'émeut officiellement, on s'en moque autant que les grecs qu'on affame aujourd'hui ou même que les chômeurs qu'on accuse de profiter grassement du système. Les interventions militaires sont bien sûr destinées en fait à contrôler une région et ses ressources, à la remodeler au gré de l'intérêt des grandes puissances, sans que jamais les peuples soient au centre des préoccupations : qu'en est-il de la situation des peuples irakien ou libyen après les guerres impérialistes ? Aujourd'hui, c'est au tour de la Syrie d'être dans la ligne de mire, la Syrie et l'Iran étant inscrits dans l'agenda du remodelage impérialiste du Grand Moyen-Orient depuis plus de 10 ans !

Sur toutes les télévisions, le média-cirque bien rodé est reparti avec comme toujours un seul son de cloche, coïncidant miraculeusement avec l'intérêt des grandes puissances occidentales : régime sanguinaire contre population pacifique et désarmée, meurtres de masse, exactions... et l'appel sous-jacent à l'intervention militaire.

Concernant la Syrie, les sources privilégiées par nos médias sont celles émanant de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) basé à Londres sans aucune vérification. Et quand les observateurs envoyés par la Ligue Arabe elle-même dénoncent les exactions militaires des « manifestants pacifiques », on les fait taire.

L'interlocuteur politique privilégié est le Conseil National Syrien (CNS) dominé par les intégristes religieux (salafistes) ; il agit militairement, appelle à l'intervention armée étrangère et bénéficie d'ailleurs déjà de cette aide, tandis que le Comité National de Coordination pour le Changement Démocratique (CNCD), totalement opposé à toute intervention étrangère, est totalement ignoré (à l'exception d'une récente interview dans l'Humanité de son porte-parole Haytham Manna).

Par ailleurs, au plan régional, l'alliance avec les monarchies ultra réactionnaires du Golfe (Qatar et Arabie saoudite) qui dominent dans la Ligue arabe, maîtres d'œuvre de l'intervention armée au Bahreïn pour mater dans le sang le mouvement populaire, illustre sans contradiction possible le mensonge du soutien occidental au mouvement populaire dans les pays arabes !

Une démarche syndicale indépendante, anti-oligarchique et anti-impérialiste

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons que nous étonner et nous indigner du contenu de l'appel intersyndical national signé le 10 février par 5 organisations (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa) qui prend pour argent comptant les proclamations de la presse aux ordres et des services secrets étatsuniens ou français, en appelle à des sanctions contre la Syrie, justifie la politique d'ingérence des grandes puissances et finalement prépare l'intervention militaire.

Au minimum, une telle cécité et un tel suivisme témoignent sur ce terrain aussi de la perte totale de repères de classe des directions nationales et de leur perte de lucidité concernant les enjeux de notre époque ! Comment manquer de voir que les interventions guerrières répétées du bloc occidental sont le contrepoint de la crise qui frappe le système, le prolongement dans les politiques extérieures des politiques d'austérité imposées aux peuples d'Europe eux-mêmes ?

La solidarité internationale du mouvement syndical progressiste digne de ce nom s'est toujours exprimée dans le respect de la souveraineté des peuples. Par exemple, des millions d'européens sont descendus dans la rue en 2003 pour s'opposer à l'intervention armée en Irak, sans que cela signifie le moins du monde un soutien au régime irakien. Simplement, il s'agissait de s'opposer à une intervention extérieure prétextant de faux motifs pour des objectifs politiques qui se sont soldés par un véritable désastre, l'éclatement d'une société et la mort de centaines de milliers de civils !

L'opinion publique avait raison contre les va-t'en-guerre et les mêmes raisons demeurent valables pour ce qui est des enjeux de l'heure !

Et il faudrait à présent céder aux injonctions des interventionnistes déguisés en « journalistes » ou en « philosophes » au nom de la défense des droits de l'homme par ailleurs à géométrie variable ?

Si l'on est attaché à l'indépendance syndicale, le positionnement syndical devrait au minimum se fonder sur une appropriation indépendante de l'information à l'égard de l'appareil de production dominant de l'information qui s'apparente de fait à un appareil de propagande ! A partir de ses propres principes et de ses propres sources d'information dûment contrôlées.

La bataille pour la Paix et la solution politique des conflits en cette période de crise grave et de montée des périls constitue un devoir majeur pour le mouvement syndical. Pour défendre les travailleurs et les peuples, les directions syndicales feraient bien mieux de dénoncer l'impérialisme et d'appuyer une solution politique dans cette partie du monde plutôt que d'attiser l'incendie !

Le Front Syndical de Classe

<http://www.frontsyndical-classe.org/>

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29229>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19